

## RÈGLEMENT (CE) N° 1156/2006 DE LA COMMISSION

du 28 juillet 2006

**fixant, pour 2006, des plafonds budgétaires pour la mise en œuvre partielle ou facultative du régime de paiement unique, les enveloppes financières annuelles du régime de paiement unique à la surface et les montants maximaux pour l'octroi du paiement séparé pour le sucre, prévus par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil, et modifiant ledit règlement**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001<sup>(1)</sup>, et notamment son article 41, paragraphes 1 et 1 bis, son article 64, paragraphe 2, son article 70, paragraphe 2, son article 71, paragraphe 2, son article 110 *decies*, paragraphes 3 et 4, son article 110 *terdecies*, paragraphe 1, son article 143 *ter*, paragraphe 3, son article 145, point i), et son article 155,

considérant ce qui suit:

- (1) Pour les États membres qui ont recours à l'option prévue à l'article 62 du règlement (CE) n° 1782/2003, et en fonction de l'information communiquée conformément à son article 145, point i), il convient de réviser les plafonds nationaux fixés à l'annexe VIII dudit règlement.
- (2) La contribution de la Communauté au financement des programmes de soutien des mesures spécifiques en faveur des productions animales dans les régions ultrapériphériques est prévue, à partir de l'année 2006, à l'article 23 du règlement (CE) n° 247/2006 du Conseil du 30 janvier 2006 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union<sup>(2)</sup>. En conséquence, il y a lieu, pour les États membres concernés, de déduire des plafonds nationaux fixés à l'annexe VIII du règlement (CE) n° 1782/2003 le montant de ladite contribution correspondant à ces mesures spécifiques initialement incluses dans ladite annexe VIII.
- (3) Il convient d'ajuster les plafonds nationaux fixés au point 2 du point K de l'annexe VII du règlement (CE) n° 1782/2003 en tenant compte des données les plus

récentes relatives à la chicorée et d'adapter en conséquence les plafonds nationaux fixés à l'annexe VIII dudit règlement, sans toutefois modifier les montants globaux.

- (4) Il convient également d'adapter les plafonds fixés au point 2 du point K de l'annexe VII du règlement (CE) n° 1782/2003 en tenant compte des quantités comprises dans le quota sucre et dans le quota sirop d'inuline qui ont été produites dans un État membre sur la base de la betterave et de la chicorée cultivées dans un autre État membre au cours des campagnes 2000/2001 à 2005/2006. Il convient d'adapter en conséquence les plafonds nationaux fixés aux annexes VIII et VIII bis dudit règlement.
- (5) Il convient de fixer pour 2006 les plafonds budgétaires pour chacun des paiements visés aux articles 66 à 69 du règlement (CE) n° 1782/2003 pour les États membres qui mettent en œuvre en 2006 le régime de paiement unique prévu au titre III dudit règlement, dans les conditions fixées à la section 2 dudit titre.
- (6) Il convient de fixer pour 2006 les plafonds budgétaires applicables aux paiements directs exclus du régime de paiement unique pour les États membres qui ont recours en 2006 à l'option prévue à l'article 70 du règlement (CE) n° 1782/2003.
- (7) Il convient de fixer pour 2006 les plafonds budgétaires applicables aux paiements directs énumérés à l'annexe VI du règlement (CE) n° 1782/2003 pour les États membres qui ont recours à la période transitoire prévue à l'article 71 dudit règlement.
- (8) Il convient d'ajuster le montant maximal de l'aide aux oliveraies visé à l'article 110 *decies*, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1782/2003, en fonction de la valeur du coefficient visé à son annexe VII, point H, ainsi que de la rétention appliquée au titre du paragraphe 4 dudit article, notifiées par les États membres concernés, et d'ajuster en conséquence les plafonds nationaux fixés à l'annexe VIII. Aucun montant ne doit être établi pour les États membres qui ont décidé de fixer le coefficient prévu à l'annexe VII, point H, à 1.

<sup>(1)</sup> JO L 270 du 21.10.2003, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 319/2006 (JO L 58 du 28.2.2006, p. 32).

<sup>(2)</sup> JO L 42 du 14.2.2006, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 318/2006 (JO L 58 du 28.2.2006, p. 1).

- (9) Il convient de fixer le montant maximal de la contribution communautaire au financement des programmes de travail élaborés par des organisations d'opérateurs agréés dans le secteur de l'huile d'olive, en fonction du coefficient de rétention visé à l'article 110 *decies*, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1782/2003, notifié par les États membres concernés.
- (10) Il convient d'ajuster le montant maximal de l'aide totale au tabac visée à l'article 110 *terdecies*, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1782/2003, en fonction de la valeur du coefficient visé à son annexe VII, point I, notifiée par les États membres concernés, et d'ajuster en conséquence les plafonds nationaux fixés à l'annexe VIII dudit règlement. Aucun montant ne doit être établi pour les États membres qui ont décidé de fixer le coefficient prévu à l'annexe VII, point I, à 1.
- (11) Dans un souci de clarté, il convient de publier les plafonds budgétaires du régime de paiement unique pour 2006 après déduction des plafonds établis pour les paiements visés aux articles 66 à 70 du règlement (CE) n° 1782/2003 des plafonds révisés de l'annexe VIII dudit règlement.
- (12) Il convient de fixer le montant maximal des fonds mis à disposition des États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 et appliqueront le régime de paiement unique à la surface pour l'octroi du paiement séparé pour le sucre en 2006 au titre de l'article 143 *ter bis* du règlement (CE) n° 1782/2003, sur la base de leur communication.
- (13) Il convient de fixer les enveloppes financières annuelles pour 2006 conformément à l'article 143 *ter*, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1782/2003 pour les États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 et mettront en œuvre en 2006 le régime de paiement unique à la surface prévu au titre IV *bis* dudit règlement.
- (14) Le règlement (CE) n° 1782/2003 doit être modifié en conséquence.
- (15) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des paiements directs,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

1. Les plafonds budgétaires pour 2006 visés aux articles 66 à 69 du règlement (CE) n° 1782/2003 sont fixés à l'annexe I du présent règlement.

2. Les plafonds budgétaires pour 2006 visés à l'article 70, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1782/2003 sont fixés à l'annexe II du présent règlement.

3. Les plafonds budgétaires pour 2006 visés à l'article 71, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1782/2003 sont fixés à l'annexe III du présent règlement.

4. Les plafonds budgétaires pour le régime de paiement unique visé au titre III du règlement (CE) n° 1782/2003 en 2006 sont fixés à l'annexe IV du présent règlement.

5. Les enveloppes financières annuelles pour 2006 visées à l'article 143 *ter*, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1782/2003 sont fixées à l'annexe V du présent règlement.

6. Les montants maximaux des fonds mis à disposition de la République tchèque, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de la Pologne, et de la Slovaquie, pour l'octroi du paiement séparé pour le sucre en 2006, visés à l'article 143 *ter bis*, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1782/2003 sont fixés à l'annexe VI du présent règlement.

*Article 2*

La contribution communautaire maximale au financement des programmes de travail élaborés par des opérateurs agréés dans le secteur de l'huile d'olive, au titre de l'article 110 *decies*, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1782/2003 est la suivante:

Grèce	11,098
France	0,576
Italie	35,991

*Article 3*

Le règlement (CE) n° 1782/2003 est modifié comme suit:

1) À l'article 110 *decies*, paragraphe 3, premier alinéa, le tableau est remplacé par le tableau suivant:

Espagne	103,14
Chypre	2,93
Malte	0,07
Slovénie	0,17

2) À l'article 110 *terdecies*, paragraphe 1, le tableau est remplacé par le tableau suivant:

*(en millions EUR)*

	2006-2009
Allemagne	21,287
Espagne	70,599
France	48,217
Italie (sauf Puglia)	189,366
Portugal	8,468

3) À l'annexe VII, point K, point 2, le tableau 1 est remplacé par le tableau figurant à l'annexe VII du présent règlement.

4) L'annexe VIII est remplacée par le texte figurant à l'annexe VIII du présent règlement.

5) L'annexe VIII *bis* est remplacée par le texte figurant à l'annexe IX du présent règlement.

#### *Article 4*

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 juillet 2006.

*Par la Commission*  
Mariann FISCHER BOEL  
*Membre de la Commission*

## ANNEXE I

**PLAFONDS BUDGÉTAIRES POUR LES PAIEMENTS DIRECTS À ACCORDER CONFORMÉMENT AUX  
DISPOSITIONS DES ARTICLES 66 À 69 DU RÈGLEMENT (CE) N° 1782/2003**

**Exercice 2006**

	(en milliers EUR)												
	BE	DK	DE	EL	ES	FR	IT	NL	AT	PT	FI	SE	UK
Paiements à la surface pour les grandes cultures	Flandre				372 670	1 154 046							Scotland
Paiement supplémentaire pour le blé dur					42 025	14 820							
Prime à la vache allaitante	77 565				260 242	733 137			70 578	79 031			
Complément à la prime à la vache allaitante	19 389				26 911	1 279			99	9 503			
Prime spéciale aux bovins		33 085									24 420	37 446	
Prime à l'abattage, adultes					47 175	101 248		62 200	17 348	8 657			
Prime à l'abattage, veaux	6 384				560	79 472		40 300	5 085	946			
Primes aux ovins et caprins		855			183 499					21 892	600		
Primes aux ovins						66 455							
Primes supplémentaires aux ovins et caprins					55 795					7 184	200		
Primes supplémentaires aux ovins						19 572							
Aide à la surface houblon			2 277			98			27				
Article 69, tous les secteurs												3 020	
Article 69, grandes cultures				47 323			141 712			1 878	5 840		
Article 69, riz										150			
Article 69, viande bovine				8 810	54 966		28 674			1 684	10 118		29 800



## ANNEXE II

**PLAFONDS BUDGÉTAIRES POUR LES PAIEMENTS DIRECTS À ACCORDER CONFORMÉMENT AUX  
DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 70 DU RÈGLEMENT (CE) N° 1782/2003**

**Exercice 2006**

	(en milliers EUR)									
	Belgique	Grèce	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Portugal	Finlande		
Article 70, paragraphe 1, point a)										
Aide aux semences	1 397	1 400	10 347	2 310	13 321	726	272	1 150		
Article 70, paragraphe 1, point b)										
Paievements pour les grandes cultures			23							
Aide aux légumineuses à grain			1							
Aide spécifique au riz				3 053						
Aide au tabac							166			

## ANNEXE III

**PLAFONDS BUDGÉTAIRES POUR LES PAIEMENTS DIRECTS À ACCORDER CONFORMÉMENT AUX  
DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 71 DU RÈGLEMENT (CE) N° 1782/2003**

**Exercice 2006**

*(en milliers EUR)*

	Malte	Slovénie
Paiements à la surface pour les grandes cultures	203	14 550
Aide aux semences	34	40
Prime à la vache allaitante	31	6 050
Complément à la prime à la vache allaitante	4	730
Prime spéciale aux bovins	235	6 780
Prime à l'abattage, adultes	168	4 510
Prime à l'abattage, veaux		630
Paiement à l'extensification pour les bovins		6 250
Paiements supplémentaires aux producteurs de viande bovine	22	1 040
Prime aux ovins et caprins	62	610
Primes supplémentaires aux ovins et caprins	21	210
Paiements supplémentaires aux producteurs d'ovins et de caprins	3	30
Huile d'olive	47	120
Aide à la surface pour le houblon		350
Sucre		2 284

## ANNEXE IV

## PLAFONDS BUDGÉTAIRES POUR LE RÉGIME DE PAIEMENT UNIQUE

## Exercice 2006

*(en milliers EUR)*

État membre	
Belgique	475 641
Danemark	981 539
Allemagne	5 644 898
Grèce	2 041 887
Espagne	3 529 453
France	6 060 555
Irlande	1 335 311
Italie	3 593 132
Luxembourg	36 602
Pays-Bas	325 103
Autriche	540 440
Portugal	365 645
Finlande	519 628
Suède	630 451
Royaume-Uni	3 914 945



## ANNEXE V

**ENVELOPPES FINANCIÈRES ANNUELLES POUR LE RÉGIME DE PAIEMENT UNIQUE À LA SURFACE****Exercice 2006***(en milliers EUR)*

État membre	
République tchèque	310 457
Estonie	35 150
Chypre	17 236
Lettonie	48 429
Lituanie	128 534
Hongrie	445 499
Pologne	997 483
République slovaque	128 640

## ANNEXE VI

**MONTANTS MAXIMAUX DES FONDS MIS À DISPOSITION DES ÉTATS MEMBRES POUR L'OCTROI DU PAIEMENT SÉPARÉ POUR LE SUCRE VISÉ À L'ARTICLE 143 *ter bis* DU RÈGLEMENT (CE) N° 1782/2003****Exercice 2006***(en milliers EUR)*

État membre	
République tchèque	19 130
Lettonie	4 219
Lituanie	6 547
Hongrie	26 105
Pologne	99 135
Slovaquie	11 813

## ANNEXE VII

«Tableau 1

**Plafonds pour les montants à inclure dans le montant de référence des agriculteurs***(en milliers EUR)*

État membre	2006	2007	2008	2009 et années suivantes
Belgique	47 429	60 968	74 508	81 752
République tchèque	27 851	34 319	40 786	44 245
Danemark	19 314	25 296	31 278	34 478
Allemagne	154 974	203 607	252 240	278 254
Grèce	17 941	22 455	26 969	29 384
Espagne	60 272	74 447	88 621	96 203
France	152 441	199 709	246 976	272 259
Irlande	11 259	14 092	16 925	18 441
Italie	79 862	102 006	124 149	135 994
Lettonie	4 219	5 164	6 110	6 616
Lituanie	6 547	8 012	9 476	10 260
Hongrie	26 105	31 986	37 865	41 010
Pays-Bas	41 743	54 272	66 803	73 504
Autriche	18 971	24 487	30 004	32 955
Pologne	99 135	122 906	146 677	159 392
Portugal	3 940	4 931	5 922	6 452
Slovénie	2 284	2 858	3 433	3 740
Slovaquie	11 813	14 762	17 712	19 289
Finlande	8 255	10 332	12 409	13 520
Suède	20 809	26 045	31 281	34 082
Royaume-Uni	64 340	80 528	96 717	105 376»

## ANNEXE VIII

## «ANNEXE VIII

**Plafonds nationaux visés à l'article 41***(en milliers EUR)*

État membre	2005	2006	2007	2008	2009	2010 et années suivantes
Belgique	411 053	580 376	593 395	606 935	614 179	611 805
Danemark	943 369	1 015 479	1 021 296	1 027 278	1 030 478	1 030 478
Allemagne	5 148 003	5 647 175	5 695 607	5 744 240	5 770 254	5 774 254
Grèce	838 289	2 143 603	2 170 117	2 174 631	2 177 046	1 987 715
Espagne	3 266 092	4 635 365	4 649 913	4 664 087	4 671 669	4 673 546
France	7 199 000	8 236 045	8 282 938	8 330 205	8 355 488	8 363 488
Irlande	1 260 142	1 335 311	1 337 919	1 340 752	1 342 268	1 340 521
Italie	2 539 000	3 791 893	3 813 520	3 835 663	3 847 508	3 869 053
Luxembourg	33 414	36 602	37 051	37 051	37 051	37 051
Pays-Bas	386 586	428 329	833 858	846 389	853 090	853 090
Autriche	613 000	633 577	737 093	742 610	745 561	744 955
Portugal	452 000	504 287	571 277	572 268	572 798	572 494
Finlande	467 000	561 956	563 613	565 690	566 801	565 520
Suède	637 388	670 917	755 045	760 281	763 082	763 082
Royaume-Uni	3 697 528	3 944 745	3 960 986	3 977 175	3 985 834	3 975 849»

## ANNEXE IX

«ANNEXE VIII bis

**Plafonds nationaux visés à l'article 71 quater***(en milliers EUR)*

Année civile	République tchèque	Estonie	Chypre	Lettonie	Lituanie	Hongrie	Malte	Pologne	Slovénie	Slovaquie
2005	228 800	23 400	8 900	33 900	92 000	350 800	670	724 600	35 800	97 700
2006	294 551	27 300	12 500	43 819	113 847	446 305	830	980 835	44 184	127 213
2007	377 919	40 400	16 300	60 764	154 912	540 286	1 640	1 263 706	58 958	161 362
2008	469 986	50 500	20 400	75 610	193 076	672 765	2 050	1 572 577	73 533	200 912
2009	559 145	60 500	24 500	90 016	230 560	802 610	2 460	1 870 392	87 840	238 989
2010	644 745	70 600	28 600	103 916	267 260	929 210	2 870	2 155 492	101 840	275 489
2011	730 445	80 700	32 700	117 816	303 960	1 055 910	3 280	2 440 492	115 840	312 089
2012	816 045	90 800	36 800	131 716	340 660	1 182 510	3 690	2 725 592	129 840	348 589
Années suivantes	901 745	100 900	40 900	145 616	377 360	1 309 210	4 100	3 010 692	143 940	385 189»